

**Libye - Crise migratoire - Réponse
de Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes, à
une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale**
(Paris, 21 novembre 2017)

Question sur l'esclavage des migrants en Libye

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

J'ai dit toute l'horreur que nous inspire la tragédie des migrants en Libye et qu'a dénoncée le Haut-commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU. Notre devoir d'humanité nous commande d'agir. Avant même d'avoir connaissance de l'atrocité des crimes commis par les trafiquants d'êtres humains, la France a choisi de prendre ses responsabilités.

L'Europe assume, au large des côtes libyennes, une mission de lutte contre les passeurs - la mission Sophia - à laquelle la France participe et qui a contribué à sauver de nombreuses vies. Mais nous savons maintenant qu'avant même de braver le danger en traversant la Méditerranée, les migrants mettent en péril leur intégrité physique en Libye-même. Nous devons impérativement redoubler d'efforts pour stabiliser la situation en Libye et responsabiliser ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir. Nous parlons sans détours avec tous. Sur les faits que vous dénoncez, une enquête a été annoncée, qui doit aboutir dans les meilleurs délais pour que de pareils agissements ne puissent pas rester impunis.

Nous appelons également à un renforcement des missions civiles de police déployées par l'Union européenne aux frontières sud de la Libye pour lutter contre les passeurs. Cette lutte contre les trafiquants d'êtres humains passe aussi par des sanctions de l'Union européenne à leur encontre et donc par une plus forte coopération entre nos services de police pour rétablir et partager les listes des individus et des réseaux qui bafouent les valeurs humaines les plus fondamentales./.